

Ecrit par le 7 juin 2026

'Faire ingénierie' investit dans la performance industrielle durable en Vaucluse



'[Faire ingénierie](#)', spécialisée dans le conseil et les études techniques orientés vers la performance industrielle durable, investit en Vaucluse. Créée en Occitanie en août 2020, la start-up traverse le Rhône pour s'implanter dans le département afin d'y développer son activité grâce aux infrastructures logistiques et au tissu industriel du département.

De Bagnols-sur-Cèze à Sorgues

« Pour des raisons de praticité et de réseau, nous souhaitons nous rapprocher du Vaucluse, le changement du siège social sera effectif à compter du mois de juillet », explique [Sébastien Gavelle](#), président de 'Faire ingénierie' et cadre technique dans l'industrie. La société a vu le jour à Bagnols-sur-Cèze et outre la volonté de se rapprocher de ses clients actuels (Suez Rv, Iter..), 'Faire ingénierie' cible également de nouveaux marchés locaux, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire et des cosmétiques. L'entreprise, installée à Sorgues depuis le début de l'année, poursuit son déploiement, avec l'extension de ses bureaux au Saphir (90 m²) effective au 1er juillet.

Écrit par le 7 juin 2026

« Notre objectif est d'apporter une performance industrielle durable, aider les industries locales à améliorer leur productivité et optimiser leurs process tout en réduisant leur impact environnemental. Il s'agit concrètement de diminuer les émissions de gaz à effet de serre en proposant des solutions fiables et pérennes », explique le chef d'entreprise.

Des ingénieurs dédiés à l'ensemble du projet

« Nos convictions écologiques nous ont conforté sur le fait que, malgré la situation économique instable, nous devons nous lancer et aider les entreprises à initier la transition industrielle post-covid. » De jeunes ingénieurs avec une moyenne d'âge de 35 ans constituent principalement une équipe mixte de 10 personnes. La société prévoit par ailleurs le recrutement d'une vingtaine de nouveaux collaborateurs d'ici 3 ans. « Nous pouvons accompagner nos clients sur l'ensemble des projets en ingénierie, du conseil à l'étude en passant par la conception et le pilotage », explique [Mathieu Molina](#), responsable des affaires commerciales.

Collaboration avec Suez

La société travaille actuellement pour Suez qui exploite, pour le compte du [Sidomra](#), l'unité de valorisation énergétique des déchets à Vedène sur un projet d'amélioration de la gestion des eaux de process. Le site est engagé dans une démarche de zéro rejet d'effluent liquide et de réduction de sa consommation d'eau. La convergence de ces deux sujets étant l'optimisation du recyclage des eaux de process.

« Nous les aidons à optimiser l'utilisation de leur eau de process, de façon à ce qu'ils les réutilisent au lieu de les rejeter. » 'Faire ingenierie' travaille également pour la société de tuyauterie industrielle [Moscatelli](#), afin de rendre leurs équipements plus performants et vertueux pour l'environnement. La jeune structure, qui développe encore son réseau dans le Vaucluse, est à l'écoute de toutes les opportunités et est disposé à collaborer avec les acteurs phares du territoire, tel qu'[Aroma Zone](#). « Nous rencontrons prochainement [Sicaf cosmétiques](#) à Carpentras et nous sommes en pourparlers avec [Agapé Group](#) à Sablet. »

4 axes de travail

L'activité de la société repose sur 4 axes distincts. Le premier consiste à intervenir dans la chimie et le mélange afin de réduire les rejets dans l'atmosphère et l'eau et ainsi améliorer le rendement. Axe numéro 2 : l'économie d'énergie. L'objectif est de travailler sur le système de production de façon à le rendre moins gourmand. « Nous aidons nos clients à établir une cartographie de leur consommation dans le but de l'optimiser ». Le troisième axe consiste à travailler sur l'outils de production en tant que tel, afin d'améliorer la fiabilité et le rendement des équipements. Dernier axe et non des moindres : accompagner les acteurs industriels dans leur transition digitale. « Nous installons par exemple des capteurs communicants. Ces derniers vont envoyer leurs informations à un système et l'analyse de ces données permettra une optimisation de l'utilisation de la machine. » Exemple concret : le capteur installé sur un moteur qui permet de connaître la consommation instantanée et intervenir rapidement en cas de

Ecrit par le 7 juin 2026

dysfonctionnement par le biais d'une alerte.

20 ans d'expérience

Pour réaliser à bien ses projets, la société peut s'appuyer sur la longévité et l'expertise aiguë de son président, ingénieur généraliste de formation. Fort de ces 20 années d'expérience dans le secteur industriel, dont 10 en tant que directeur maintenance et technique à [Tetra Pak](#) à Dijon, Sébastien Gavelle a par ailleurs exercé un temps à l'international. Après avoir occupé le poste de responsable de maintenance dans une fonderie en Mexique (FWF de Mexico), il devient chef de projet chez [Eurenco](#), en charge de la modernisation du site du Sorgues. Un long curriculum vitæ que le président entend bien mettre à profit des entités industrielles vauclusiennes : « nous souhaitons nous inscrire comme acteur de l'ingénierie de développement durable en Vaucluse. » En savoir plus www.faireingenierie.fr.

Le groupe Apave recrute 42 collaborateurs en Paca

Ecrit par le 7 juin 2026



Le groupe [Apave](#), spécialisé dans la prévention, la maîtrise des risques et la formation professionnelle, poursuit son développement et annonce le recrutement de 42 collaborateurs en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 15 en Occitanie, d'ici 2021.

Après avoir intégré plus de 1 000 nouveaux talents en 2020 malgré la crise sanitaire, ce nouveau plan de recrutement soutient l'objectif d'entrer, d'ici 2025, dans le top 5 mondial dans les secteurs des biens industriels, des énergies, des transports, des infrastructures et de la construction. Les postes ouverts s'adressent à tous les profils et à tous les talents : jeunes diplômés (plus de 20% de postes leur sont destinés), cadres, ingénieurs, techniciens, alternants.

Les métiers recherchés :

- techniciens chargés d'Inspection en électrotechnique, mécanique, matériaux ou encore mesures physiques ;
- ingénieurs Génie civil, électrotechnique, mécanique, constructions soudées, Hygiène Sécurité Environnement (HSE) ;
- coordonnateurs sécurité et protection de la santé (SPS) ;

Ecrit par le 7 juin 2026

- diagnostiqueurs immobiliers.

« Ce plan de recrutement ambitieux illustre notre capacité à accompagner le développement et la relance des territoires et à investir dans l'avenir », déclare [Philippe Maillard](#), directeur général du groupe Apave.

Le contrôle à l'ère des drones

Le groupe s'adapte à la transition technologique, numérique et économique en proposant des offres alliant technologie et savoir-faire. Grâce au numérique, Apave permet à ses stagiaires de vivre des parcours de formation avec l'aide de la réalité virtuelle. Les métiers de l'inspection et du contrôle vivent aussi leur mutation, s'appuyant désormais sur les drones ou l'intelligence artificielle.

En chiffres

Entreprise avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 950M€, Apave compte aujourd'hui 12 400 collaborateurs, 130 agences en France, 170 sites de formation en France et à l'international et 18 centres d'essais. Le groupe est présent à l'international à travers plus de 45 pays.

Plan de relance : les industriels rêvent d'un retour vers le futur

Ecrit par le 7 juin 2026



Le plan de relance doit emboîter le pas aux mesures d'urgences imposées par la crise sanitaire. Le gouvernement y voit l'occasion de mobiliser les entreprises en un temps record pour une reconquête industrielle urgente.

Il paraît bien loin, le temps où le dirigeant de feu Alcatel - un marseillais - se vantait d'en faire une entreprise sans usines. Garder 'l'intelligence', refiler la pollution : le pari de la délocalisation avait pour but de 'maximaliser la valeur de l'actionnaire'. Il finit en réalité par enclencher la spirale du déclin d'un groupe bientôt sans usines et sans salariés.

La délocalisation est une idée qui fait son chemin. D'un plan social à un autre, le chômage se massifie au sein du tissu manufacturier français. Il est pris en charge par un Etat providence qui accompagne, puis alimente le mouvement de destruction d'un outil industriel ployant, petit à petit, sous des charges sociales, des impôts sur les sociétés ainsi que des impôts de production hors normes à la fin des années 2000.

« Un déclassé devenu irrécupérable ? »

Écrit par le 7 juin 2026

Ni l'euro, ni l'Europe n'arrangent les choses depuis lors, bien au contraire : la France ne maîtrise plus l'ensemble de la chaîne de l'industrie nucléaire depuis la décision de l'Etat (mandat Hollande) de donner l'activité turbine d'Alstom à l'américain General Electric. L'Etat, après avoir obligé EDF à vendre à prix coûtant de l'électricité à des concurrents bien plus polluants dans le cadre d'une directive européenne, vient maintenant d'annoncer le prochain démantèlement de ce - presque - ultime fleuron de l'industrie française.

Il n'aura donc fallu qu'une vingtaine d'année pour que l'industrie pèse à peine 10% du PIB français. A en croire Bruno Lemaire, ministre de l'économie, des finances et de la relance « nous ne sommes pas loin du moment où le déclassement deviendra irrécupérable ».

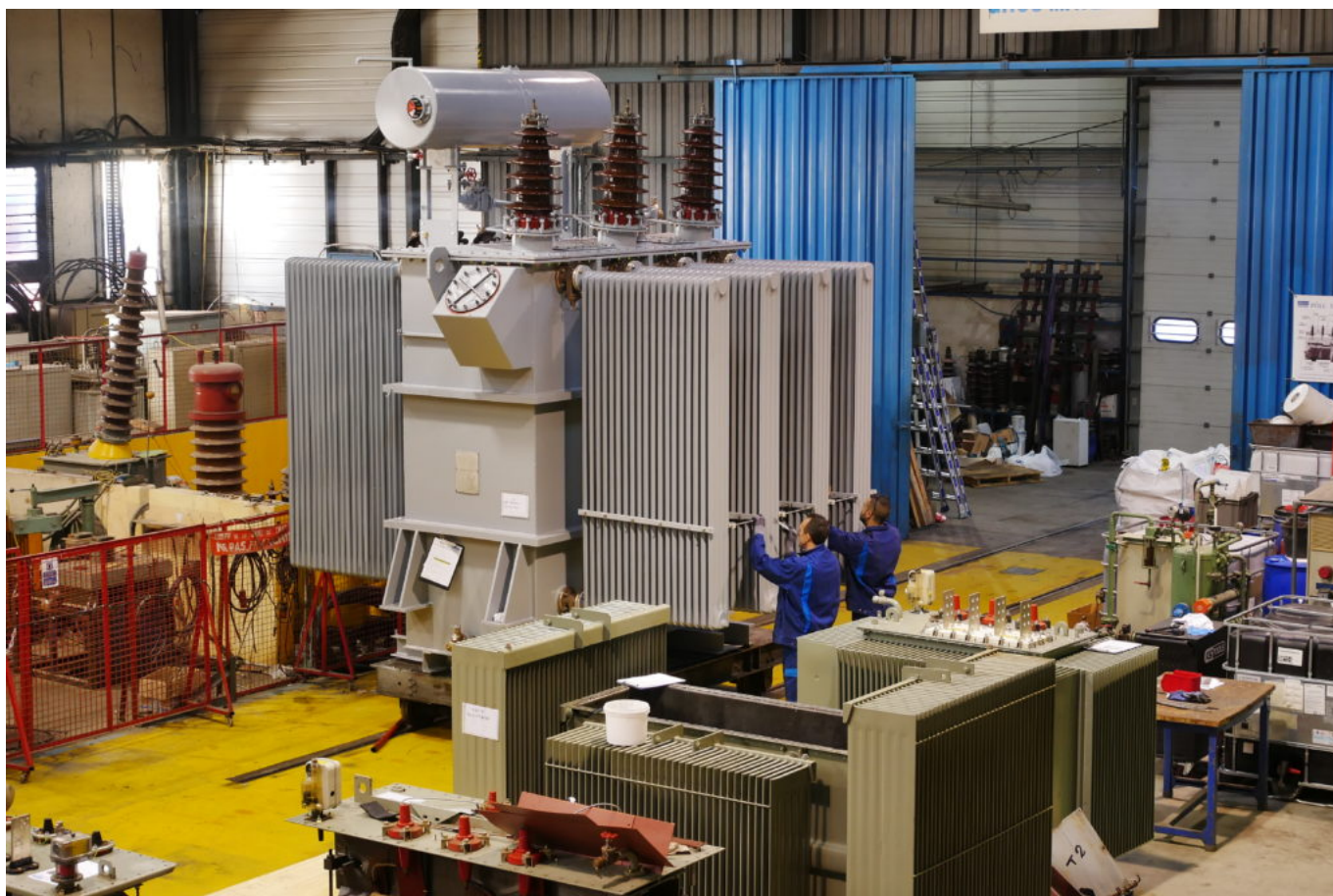
Premier arrivé, premier servi

Le gouvernement a donc (en même temps) promis d'affermir la « compétitivité et la souveraineté économique » (34 milliards) ; de hâter la transition écologique (30 milliards) ; et d'assurer la cohésion sociale et territoriale (30 milliards).

Cent milliards tout ronds, voici en quoi consiste le plan 'France relance' - présenté en septembre dernier - qui doit être déployé en un temps record en vue de soutenir la reprise de l'économie. « Le train de la relance ne passera pas deux fois. Le principe est simple : premier arrivé, premier servi », synthétise le nouveau sous-préfet à la relance du Vaucluse, [Julien Fraysse](#). Au plan national, il est question d'assurer le décaissement de 40 milliards d'euros dès 2021. Ce montant intégrant 10 milliards de réduction d'impôts de production qui pèsent sur la compétitivité des entreprises.

« La philosophie de ce plan est radicalement différente de celle d'un plan d'aide et de ses mesures d'urgence » (détaillées ci-dessous pour le Vaucluse). France relance doit, d'une part « porter suffisamment d'activité pour éviter les faillites » et d'autre part, se placer à un horizon de 10 ans pour « créer les emplois de demain en accélérant la transformation de l'économie et de l'industrie française », recadre Julien Fraysse.

Ecrit par le 7 juin 2026



Bon nombre d'entreprises ont la volonté de faire grossir leur activité, mais elles n'ont pas de foncier aisément accessible, ni assez de main d'œuvre qualifiée ou de cadres à former ou à recruter.

Beaucoup d'appelés, bien peu d'élus pour l'instant

Le plan, qui regroupe une incroyable quantité de dispositifs et d'agences, n'a pas vraiment bien démarré. Mi-mars, 24 dossiers industriels de notre région avaient été retenus dans le giron du programme « Territoire d'industrie » pour un montant de subvention de l'Etat de 13M€ et un effet de levier au mieux cinq fois supérieur, soit environ 50M€ d'investissement. « Les délais de réponse sont longs. Il y a même des dossiers trainent depuis novembre dernier. Et les refus, non motivés, augmentent crispation de nos collègues», souligne [Tomas Redondo](#), secrétaire général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) en Vaucluse.

« La déception est à la mesure de l'engouement. »

L'Agence de service et de paiement (ASP) - opérateur centralisé du dispositif 'industrie du futur' - tente en ce moment même d'écluser les milliers de demandes reçues et ne rouvrira qu'au mois de mai. Elle

Ecrit par le 7 juin 2026

distribuée, par simple courriel, des fins de non recevoir à tour de bras. La déception est à la mesure de l'engouement : fin 2020, 15% des entreprises industrielles avaient déposé un dossier dans le cadre de France relance. Mais « la sélection est forte, 10 à 15% des projets sont retenus », se désole le sous-préfet.

Relancer pour restructurer

Donner du temps au temps, personne n'a le temps, ni même beaucoup d'argent, peste Tomas Redondo. « Nous avons très peu de lauréats, alors que nous avons cherché à créer une dynamique auprès de nos adhérents qui représentent entre 400 et 500 entreprises et 5000 salariés. D'autres territoires - comme nos collègues Bretons par exemple - ressentent la même difficulté des PMI à attirer l'œil de ces commissions qui préfèrent privilégier de plus gros industriels. A peine 5% des projets aboutissent dans certains territoires. Il faudrait dans un premier temps pouvoir recycler des dossiers pour les rendre éligibles à d'autres financements ou accompagnements », suggère-t-il. L'IUMM a quand même mis la main à la poche pour le montage des dossiers (30 000€). « Et puis structurer cet effort de relance dans un schéma directeur propre à notre territoire. Parce que bon nombre d'entreprises ont la volonté de faire grossir leur activité, mais elles n'ont pas de foncier aisément accessible, ni assez de main d'œuvre qualifiée ou de cadres à former ou à recruter. Nous avons le sentiment d'être isolés sur ces sujets que l'on pourrait mettre sur la table à l'occasion de cette relance pour remédier à nos problèmes de développement industriel et nous ouvrir aux grands territoires métropolitains voisins.»

« L'Etat tente cependant de corriger le tir. »

L'Etat tente cependant de corriger le tir sur le plan financier et en matière de proximité avec l'aide de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'enveloppe nationale de 400M€, initialement pour le développement ou la relocalisation industrielle (création et extension de sites, modernisation et robotisation, nouveaux équipements, centre de formation) vient d'être rallongée de 300M€, le 23 mars dernier. Ce Fonds d'accélération des investissements industriels dont les décisions sont prises « au plus près du terrain par le préfet et le président du conseil régional » après une instruction par BPI France, avait à l'origine été doté dans notre région de 20M€ ; 26M€ supplémentaires ont été ajoutés à ces crédits pris en charge à part égales entre l'Etat et le Conseil régional. De son côté, Julien Fraysse presse les entreprises d'aller de l'avant avec, notamment, l'appel à projet lancé - ouvert jusqu'au 29 avril - par l'ADEME visant à soutenir - selon le jargon administratif - le « lancement de l'industrialisation et la commercialisation de nouveaux produits ou solutions présentant des externalités positives pour l'environnement ». Quels seront les critères de réussite de la mission du sous-préfet qui s'achèvera en 2022 ? « Le juge de paix sera indéniablement le travail accompli pour entreprendre des projets un peu complexes et de les mener à bien en s'appuyant sur toutes nos forces ». La relance et la concertation ont donc encore leur chance dans notre département, même si on est encore loin du projet de reconquête industrielle annoncé en fanfare, car il exige un travail de fond de l'Etat et des entreprises pour une politique industrielle cohérente.

Le plan France relance en Vaucluse : déjà une centaine de millions

Ecrit par le 7 juin 2026

Au premier mars, 101 dossiers ont été déposés pour bénéficier du plan France relance, dont 34 sur le volet 'Territoires d'industrie' qui a désigné 7 lauréats pour 24M€ d'investissement productif, plus un autre lauréat issu du secteur aéronautique (Egide) : Conserves Guintrand (Carpentras), Charles Faraud (Monteux), Volps finance (groupe Moscatelli à Entraigues-sur-la-Sorgue), Winlight system (Pertuis), Pellenc ST (Pertuis), Eurencos (Sorgues), et un autre dossier sans annonce officielle. En 2020, deux entreprises avaient été lauréates de l'appel à projet 'aide à la décarbonation', piloté par l'ADEME, Isover groupe Saint-Gobain (Orange) et ETEX (Carpentras).

Sur l'aspect 'souveraineté' du plan, un projet de relocalisation est en cours de montage portant sur plusieurs millions et quelques dizaines d'emplois, selon Julien Fraysse, le sous-préfet à la relance qui espère l'aboutissement d'une autre initiative de même nature, éligible cette fois sur des fonds européens. Par ailleurs, 9 dossiers ont été déposés dans notre département pour une demande de subvention s'élevant à 6M€ pour le recyclage de friches industrielles. Enfin, la baisse des impôts de production, mi-février, atteignait 74M€ au profit d'un peu moins de 7 000 entreprises (cotisation sur la valeur ajoutée, cotisation foncière, plafonnement de la cotisation économique territoriale).

Les aides d'urgence en Vaucluse

- Prêt garanti par l'Etat : 1,03 milliards d'euros pour 7 734 entreprises*
- Fonds de solidarité : 232,19M€ pour 22 860 entreprises*
- Activité partielle : 170M€ pour 12 500 entreprises**
- Report d'échéances sociales : 113M€ pour 29 000 structures économiques dont 2 000 artisans et commerçant (1,8M€ de l'Urssaf)**
- Mesures fiscales : 10M€ (IS ou TS et TVA) pour 800 entreprises.**

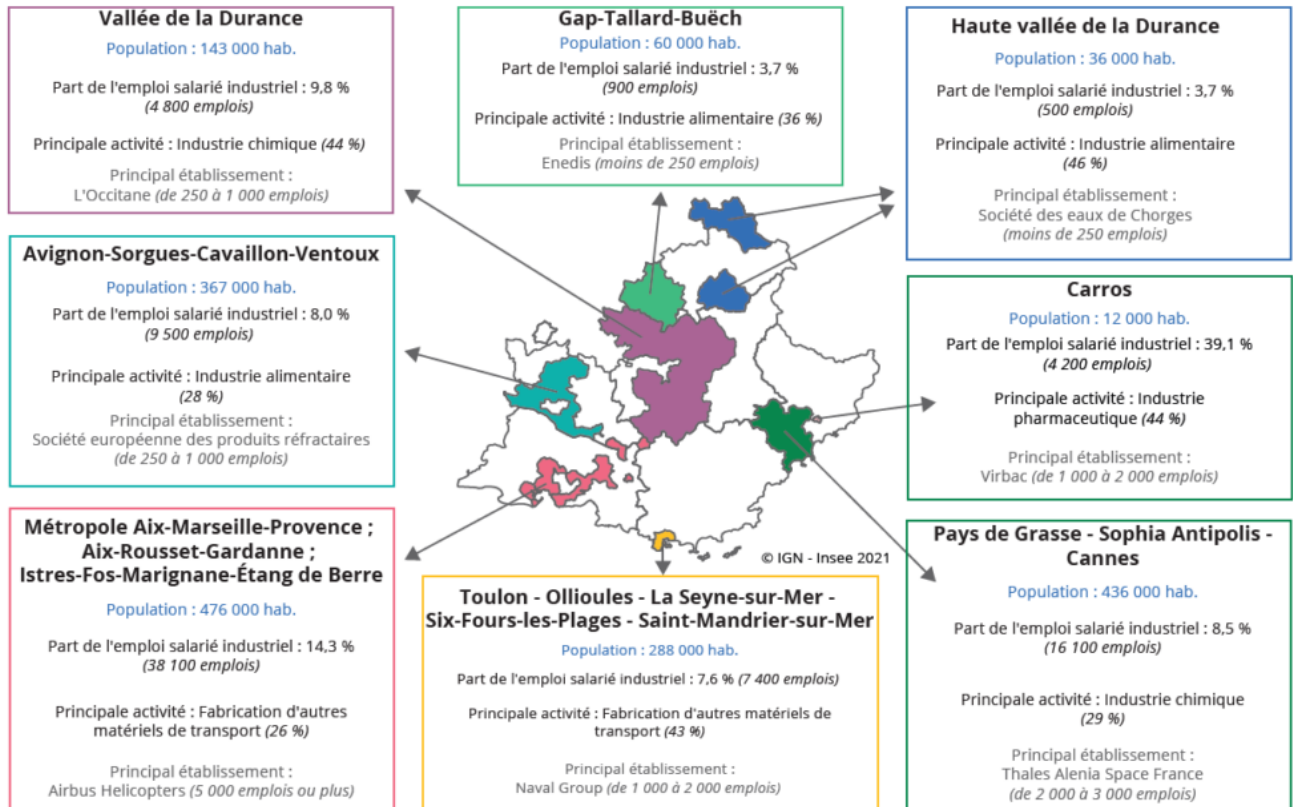
*(source : préfecture du Vaucluse/chiffres arrêtés début avril 2021)

** (source : préfecture du Vaucluse/chiffres arrêtés entre le 1 et le 15 mars 2021)

[Retrouvez ici les données relatives aux projets industriels soutenus dans le cadre de France Relance.](#)

Ecrit par le 7 juin 2026

► Chiffres clés des Territoires d'industrie en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Sources : Insee, Flores 2018, recensement de population 2017.

Tricastin : Orano mise sur le top de l'Isotope

Ecrit par le 7 juin 2026



Orano vient de lancer le chantier de construction de son futur laboratoire isotopes stables implanté sur son site de Tricastin. Avec cette nouvelle activité hors du domaine du nucléaire le groupe entend capitaliser sur son savoir-faire en développant une offre destinée aux domaines de la santé, de la recherche et de l'industrie.

Les travaux du nouveau laboratoire isotopes stables ont débuté sur le site [Orano de Tricastin](#). Le futur bâtiment de 3 200m² comprendra une partie consacrée à la production (2 000m²), une dédiée à la recherche et au développement ainsi qu'une autre partie composée de bureaux et de salles de réunion. Cet investissement de 15M€ doit être opérationnel dans le courant du second semestre 2023 afin de mener à bien les premières productions commerciales. Près de 150 personnes (dont 90% provenant d'entreprises régionales) interviendront durant le chantier de construction et une vingtaine d'ingénieurs et de techniciens composera ensuite l'équipe de ce laboratoire unique en France.

Traitement contre le cancer et microprocesseur quantique

S'appuyant sur les mêmes technologies développées pour transformer l'uranium dans son usine de conversion Philippe-Coste (pour la fluoration) ainsi que dans celle de Georges-Besse II (pour la centrifugation), toutes deux à Tricastin, Orano veut donc lancer la production d'isotopes stables.

« Ce futur laboratoire est un concentré du savoir-faire des équipes du site Orano Tricastin, c'est le

Écrit par le 7 juin 2026

développement de procédés issus de nos usines nucléaires pour de nouvelles applications en France hors du domaine nucléaire », résume [Jean-Luc Vincent](#), directeur des nouvelles activités Orano chimie-enrichissement.

Ce procédé permet ainsi d'élaborer des formes non radioactives des atomes. Ces isotopes stables sont utilisés, en raison de leurs propriétés particulières, dans un grand nombre d'applications, notamment dans les domaines de la santé (radio-médicaments dans le cadre de traitement contre le cancer), de la recherche fondamentale (conception de puce informatique quantique en silicium composé à 99,9% d'isotope 28 contre 92% avant traitement) et de l'industrie (amélioration de la performance des lasers, de la résolution des imageries à résonance magnétique...).

Ces éléments stables enrichis sont également utilisés dans un grand nombre d'autres secteurs de pointe comme la biologie des organismes, la physiologie, la microbiologie, la chimie, la climatologie, la géochimie, la géophysique et la physique par exemple.

Un objectif de 10M€ de chiffre d'affaires par an

L'objectif de la nouvelle installation, qui bénéficiera d'un haut niveau de sécurité afin d'en préserver les procédés de fabrication, est d'atteindre un chiffre d'affaires annuel de l'ordre 10M€ à l'horizon 2025/2030. On est bien loin du milliard d'euros générés chaque année par la plateforme Orano-Tricastin (en intégrant le site de Malvés à Narbonne qui lui est rattaché). Pour autant, l'implantation de ce futur laboratoire est loin d'être anecdotique pour le groupe qui voit là l'occasion de 'dénucléariser' son image. Il ne s'agit pourtant pas de tourner le dos à ce qui fait la spécificité de ce site industriel regroupant 2 500 emplois directs et 2 000 emplois indirects.

« Orano Tricastin est une plateforme industrielle de référence, forte de près de 60 ans de savoir-faire, rappelle ainsi [Jean-Jacques Dreher](#), directeur d'Orano Tricastin. Elle regroupe l'ensemble des activités de chimie (conversion, défluoration et dénitrification) et d'enrichissement de l'uranium. L'activité conversion d'Orano représente 25% de la capacité mondiale. L'usine Georges Besse II est la plus grande usine d'enrichissement en Europe. La production d'uranium enrichi, à usage civil, permet de livrer 70 réacteurs dans le monde. Cela permet d'alimenter 90 millions de foyers par an en énergie bas-carbone, soit l'équivalent de la population de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni. »

1/3 du marché en ligne de mire

On l'a bien compris, le nucléaire restera le pilier de l'activité du groupe qui a investi plus de 5 milliards d'euros ces 15 dernières années pour renouveler son outil industriel sur ce territoire où 50% des employés résident dans la Drôme, 20% dans le Vaucluse, 20% dans le Gard et 10% en Ardèche.

Pour autant, le futur laboratoire isotopes stables entend capitaliser sur la crédibilité d'Orano comme acteur sur ce marché tout en proposant une alternative française aux clients, étrangers pour la plupart. S'il s'agit d'un marché de niche, on parle d'une production de quelques dizaines de kilos pour des matières solides et de quelques centaines de kilos pour des gaz, le but est de capter environ un tiers de ce marché où seul des concurrents Russes et Néerlandais existent à ce jour.

Écrit par le 7 juin 2026



Unique en France, le futur laboratoire isotopes stables d'Orano à Tricastin devrait être pleinement opérationnel dans le courant du second semestre 2023.

Avignon : l'entreprise KSB Service EITB-Sitelec intègre le groupe EDF

Ecrit par le 7 juin 2026



Intégrée au groupe allemand KSB depuis 2003, la société Avignonnaise, spécialisée dans la maintenance et la reconstruction de transformateurs de puissance, vient d'être cédée au groupe EDF, devenant ainsi Dalkia EITB Groupe EDF.

C'est une société durablement ancrée dans le paysage industriel Avignonnais qui vient d'être rachetée au premier fournisseur d'électricité de France. Créée en 1949, l'entreprise KSB Service EITB-Sitelec, qui compte 54 collaborateurs, est une pépite de l'industrie dans le département et l'un des leaders dans la maintenance et la reconstruction de transformateurs de puissance et d'alternateurs en France. « Nous avons débuté en tant que PME puis la société a été vendue en 2003 au groupe KSB, leader allemand de la fabrication de pompes et de robinetterie industrielles, explique Lucie Neri, responsable de production. La situation a alors rassuré nos salariés à l'époque qui se sont sentis sécurisés mais cela nous a quelque peu éloigné de notre cœur de métier. »

Des perspectives d'embauches pour 2021

En entrant aujourd'hui dans le giron d'EDF, l'un de ses principaux clients par ailleurs, l'entreprise change de patronyme en devenant Dalkia EITB Groupe EDF. Une aubaine pour la société avignonnaise qui avait vu son activité stopper net à l'arrivée du premier confinement en mars dernier. « Nous avons dû nous arrêter trois mois parce que tous les chantiers ont été suspendus du jour au lendemain, précise Lucie Neri. Un moment compliqué suivi d'une reprise compliquée mais, néanmoins, nous avons pu conserver les emplois de nos 54 salariés -en mettant en place des rotations avec nos équipes- et nous avons même des perspectives d'embauches pour 2021. »

Ecrit par le 7 juin 2026

Engagement de l'Etat

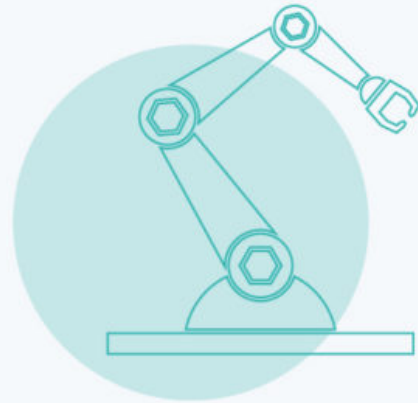
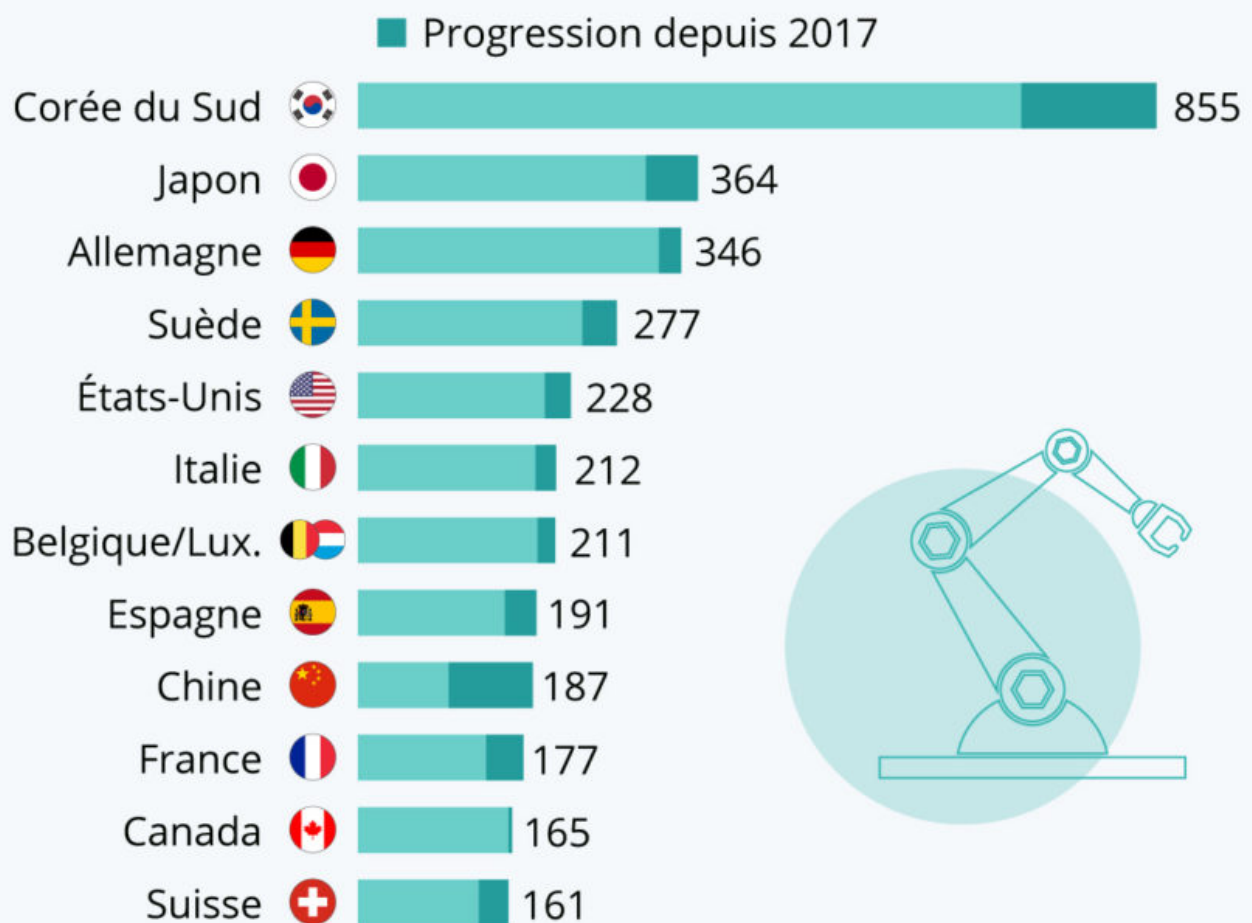
Venu visiter l'entreprise dans le cadre de la promotion de 'France relance', le plan de relance du gouvernement face au Covid-19, le préfet de Vaucluse Bertrand Gaume, aux côtés de Tomas Redondo, secrétaire général de l'UIMM 84 (Union des industries et métiers de la métallurgie), a tenu a rappeler l'engagement de l'Etat pour l'industrie en fournissant « une aide à hauteur de 35 milliards d'euros alloués sur la période 2020-2022 pour cette branche importante de notre économie et pourvoyeuse d'emplois à haut niveau de qualification comme c'est le cas ici où l'on répare des pièces utilisées dans l'électronucléaire, l'éolienne et l'hydroélectrique. » Dans le Vaucluse, l'industrie couvre 18 % de l'emploi (17 300 emplois salariés) et 8 % des entreprises (2 500 établissements). La métallurgie occupe, quant à elle, 30 % de l'emploi industriel pour 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Les industries les plus automatisées au monde

Écrit par le 7 juin 2026

Les pays les plus automatisés au monde

Nombre de robots industriels pour 10 000 employés dans le secteur industriel en 2019 *



* dans une sélection de pays.

Source : International Federation of Robotics



statista

Écrit par le 7 juin 2026

Dans le cadre de son plan de relance économique, le gouvernement a présenté début septembre un projet de soutien à la modernisation des usines françaises. Ce dernier se compose notamment de subventions et de prêts destinés aux investissements dans l'automatisation industrielle : robots, capteurs, logiciels, etc. Comme le rappelait la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie dans [Les Echos](#), « on s'aperçoit que dans un certain nombre de secteurs, les entreprises, notamment les PME et les ETI, n'ont pas nécessairement eu la capacité de se moderniser » et l'industrie française accuse globalement un retard en matière de robotisation par rapport à d'autres puissances industrielles.

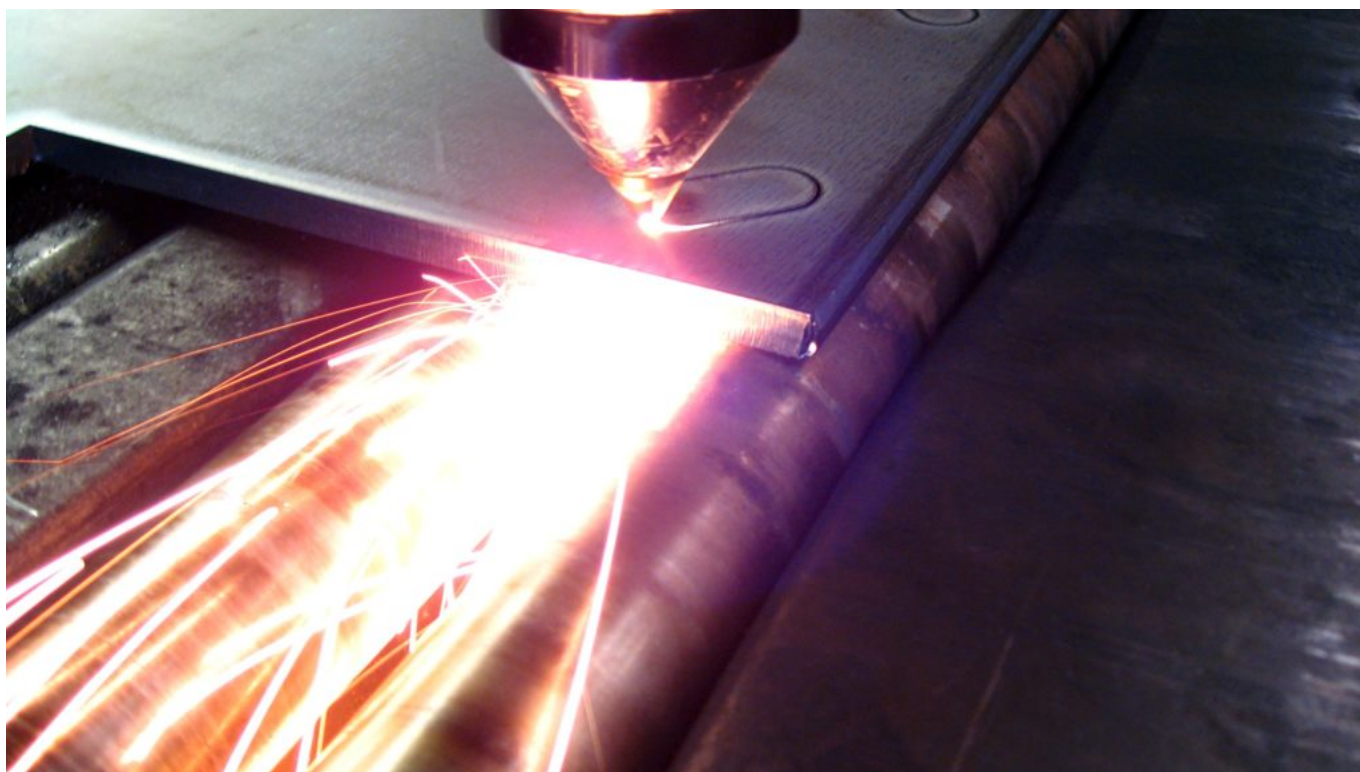
Dans sa [dernière étude](#) parue récemment, la Fédération internationale de robotique a calculé la densité de robots industriels dans une sélection de pays, mettant en lumière de fortes disparités à travers le monde. Le développement de l'automatisation est particulièrement dynamique en Asie, où environ deux tiers des robots vendus dans le monde l'année dernière ont été installés. La Corée du Sud comptait 855 robots industriels pour 10 000 salariés en 2019, alors que Singapour, non inclus dans ce graphique, détenait le ratio mondial le plus élevé (918). Quant à la Chine, qui concentre à elle seule plus du tiers des installations, elle a vu sa densité de robots industriels doubler en l'espace de deux ans. Avec une densité de 187 pour 10 000 employés, le pays passe devant la France au classement cette année.

En Europe, le pays le plus automatisé est l'Allemagne avec 346 unités recensées pour 10 000 employés en 2019. Quant à l'industrie française, elle enregistrait toujours une densité plus faible que la plupart de ses voisins européens : 177 robots pour 10 000 employés, contre respectivement 212 en Italie, 211 en Belgique (et Luxembourg) et 191 en Espagne. Toutefois, il est important de noter que cette statistique correspond à une moyenne multisectorielle pour l'ensemble de l'industrie. Dans la branche automobile, l'Hexagone est par exemple plutôt bien équipé en comparaison aux autres pays industrialisés.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

7e édition du salon de l'industrie à Avignon

Ecrit par le 7 juin 2026



Malgré la Covid-19, le parc des expositions d'Avignon devrait accueillir la 7^e édition du salon [Sepem](#) (Services, équipements, process et maintenance) Industries pendant 3 jours à partir du 29 septembre prochain. Au programme : découverte des solutions pratiques, innovantes et polyvalentes pour pallier les problématiques industrielles comme la productivité, l'environnement, la sécurité, la maintenance, la sous-traitance... Les savoir-faire des exposants seront toujours à l'honneur comme la sécurité, l'hygiène, l'environnement, la maintenance, la logistique, l'instrumentation, la sous-traitance, et bien d'autres.

Plus de 300 exposants annoncés

Plus de 300 exposants seront présents lors de cette édition organisée de front avec un forum électronique autour des nouvelles compétences, de l'innovation, de l'imagerie et des solutions électroniques. Des connaissances indispensables au monde digital auquel les industries sont confrontées. Durant l'édition précédente, organisée en 2018, plus de 3 600 industriels régionaux avaient montré leur intérêt pour le salon. Créé en 2006 par l'intermédiaire de la société d'organisation d'événements professionnels Even.pro, le salon Sepem Industries décide cette année de s'agrandir avec un espace dédié à la sous-traitance industrielle. Cette édition présentera également en exclusivité un programme de plusieurs conférences techniques sur la maintenance 4.0, la transformation digitale et la maintenance connectée.

Mardi 29 septembre au jeudi 1er octobre. Gratuit. Parc des expositions d'Avignon Sud. Avignon.

Par [Vanessa Arnal](#), Journaliste stagiaire de l'[Ecole de journalisme de Nice](#)

Le Salon SEPEM Industries fera sa rentrée à Avignon



Du 29 septembre au 1er octobre, le parc des expositions accueillera la 7^e édition du salon SEPEM (Services, équipements, process et maintenance) Industries. Dédié aux acteurs industriels régionaux, le salon propose de découvrir des solutions pratiques, innovantes et polyvalentes pour répondre à toutes les problématiques industrielles cœur d'usine : productivité, environnement, sécurité, maintenance, sous-traitance...

Pour cette nouvelle édition, un espace sera réservé à la sous-traitance industrielle et les organisateurs proposeront en exclusivité un programme de conférences techniques sur la maintenance 4.0, la transformation digitale et la maintenance connectée. Lors de sa précédente édition, en 2018, le SEPEM

Ecrit par le 7 juin 2026

d'Avignon avait accueilli plus de 3600 visiteurs

SEPEM Industries. Du 29 septembre au 1er octobre 2020. Parc des expositions. Chemin des Félons. Avignon. www.avignon.sepem-industries.com